

Éco-socialisme versus populisme

Contredisant la thèse populiste, la centralité de la question sociale et l'urgence climatique rendent pertinente la hiérarchisation des luttes autour d'une stratégie écolo-socialiste.

Inspirée des travaux de Chantal Mouffe, la stratégie populiste repose sur la coagulation de demandes sociales hétérogènes, parfois contradictoires, fédérée par la parole d'un tribun. La question sociale cohabite à égalité avec des revendications sociétales, environnementales, souverainistes, communautaristes ou encore animalistes. La stratégie populiste autorise la personne dépositaire de la fonction tribunicienne à tenir un discours cherchant à capter tous les mécontentements. Elle lui permet de s'adonner à l'art de cultiver l'ambiguïté, au risque d'y perdre l'électeur et de placer son mouvement dans des postures inconfortables. L'hypothèse populiste suscite même chez certains la tentation d'une alliance des souverainistes des deux rives, à l'instar de l'expérience italienne. Le succès de cette ligne est toutefois improbable en France, où un mur peu poreux sépare les populistes des deux bords. Le populisme de droite tend désormais à aspirer les droites légitimiste et bonapartiste pour former une alternative ultra-conservatrice au macronisme.

Contredisant la thèse populiste, la centralité de la question sociale et l'urgence climatique rendent pertinente la hiérarchisation des luttes autour d'une stratégie écolo-socialiste. L'écologie n'est pas soluble dans le capitalisme. Pour Marx, elle est consubstantielle du dépassement de ce mode de production, en vue de réconcilier l'homme avec la nature, qu'il a notoirement maltraitée dans le cadre des rapports de production capitalistes. Socialisme et écologie se sont opposés, au temps de la planification soviétique, soucieuse de rattraper les taux de croissance des économies capitalistes mues par les énergies fossiles et d'accéder à la dissuasion nucléaire.

Socialisme et écologie sont appelés à se réconcilier pour sortir du nucléaire, organiser la décroissance des dépenses inutiles et la croissance des dépenses utiles. Le socialisme pose, par essence, le problème du contrôle des moyens de production, notamment dans les secteurs stratégiques vitaux pour la transition écologique de l'énergie et des transports. Mettant à la disposition de tous des biens non polluants dont il a planifié la production, il rompt avec l'approche punitive de l'écologie. Organisant la redistribution des richesses en faveur des salariés, seuls créateurs de valeurs, il ne fait pas reposer les efforts de la transition sur les classes laborieuses.

La stratégie écolo-socialiste ne saurait être incarnée par le retour d'une union de la gauche plurielle, désavouée. Contrairement à l'explication de Mouffe, la gauche ne s'est pas effondrée pour être restée focalisée sur la question sociale au détriment des questions sociétales ! Elle s'est discréditée pour l'avoir précisément négligée, tout comme elle a bradé le capital des entreprises stratégiques et enterré la planification à la française. Sans surprise, lors de la présidentielle de 2017, le candidat ayant présenté un programme écolo-socialiste, cohérent et chiffré, a réalisé ses scores sur les terres de gauche traditionnelles. Aujourd'hui éparpillés, les partisans de l'éco-socialisme doivent se reparler, en attendant de bâtir une maison commune, spacieuse, démocratique et fraternelle.